

# Décision

(B)2617  
10 août 2023

Décision relative à la demande d'approbation d'une proposition de modification des conditions applicables au fournisseur de services d'équilibrage pour les réserves de restauration de la fréquence avec activation automatique (aFRR) dans le cadre d'un plafond de coût relatif pour l'achat de capacité d'équilibrage aFRR

prise en application des articles 5.4 (c) et 6.3 du règlement (UE) 2017/2195 de la Commission du 23 novembre 2017 établissant des lignes directrices pour l'équilibrage du réseau électrique et en application de l'article 3 du code de bonne conduite électricité

Non confidentiel

# TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES .....	2
INTRODUCTION .....	3
1. Cadre légal .....	4
1.1. Droit européen .....	4
1.2. Droit belge .....	7
2. Antécédents .....	8
3. Consultation .....	10
4. Analyse et évaluation des changements proposés .....	11
4.1. Critères d'évaluation .....	11
4.1.1. Droit d'accès au réseau de transport .....	11
4.1.2. Critères d'approbation .....	12
4.2. Analyse de la proposition de modification des T&C BSP aFRR du 4 juillet 2023.....	20
4.2.1. Remarques générales préalables .....	20
4.2.2. Article 2 : plan de mise en œuvre.....	22
4.2.3. Article II.1 : Définitions .....	22
4.2.4. Article II.9 : Achat de capacité aFRR.....	23
4.2.5. Annexe 7 : Enchères de capacités .....	23
5. Décision .....	24
ANNEXE 1.....	25
ANNEXE 2.....	26
ANNEXE 3.....	27

# INTRODUCTION

La COMMISSION DE RÉGULATION DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ (ci-après : la « CREG ») examine, en application des articles 5.4 (c) et 6.3 du règlement (UE) 2017/2195 de la Commission du 23 novembre 2017 concernant une ligne directrice sur l'équilibrage du système électrique (ci-après : « l'EBGL »), la demande du gestionnaire de réseau, Elia Transmission Belgium SA (ci-après : « Elia »), d'approbation d'une proposition de modification des modalités et conditions applicables au fournisseur de services d'équilibrage pour les réserves de restauration de la fréquence avec activation automatique (ci-après : « T&C BSP aFRR »), soumise à la CREG par email du 4 juillet 2023.

Les pièces jointes suivantes ont été ajoutées à l'email du 4 juillet 2023 :

- La proposition de T&C BSP aFRR en langue néerlandaise, française et anglaise (Annexe 1 de la présente décision), pour approbation ;
- Version confidentielle du rapport de consultation, en ce compris tous les commentaires individuels en anglais (Annexe 2 de la présente décision) ;
- Version non confidentielle du rapport de consultation en anglais (Annexe 3 de la présente décision).

La présente décision comprend quatre chapitres. Le premier chapitre présente le cadre légal. Le deuxième chapitre énonce les antécédents. Le Chapitre 3 traite de la consultation, le Chapitre 4 examine la proposition de modification des Conditions générales applicables aux T&C BSP aFRR, le Chapitre 6 examine la proposition de modification des T&C BSP aFRR. Enfin, le Chapitre 7, le dernier, contient la décision.

Cette décision a été prise par le comité de direction de la CREG le 10 août 2023.

# 1. CADRE LÉGAL

## 1.1. DROIT EUROPÉEN

1. Conformément à l'article 5.4, c) de l'EBGL, les propositions de modalités et conditions relatives à l'équilibrage, telles que définies à l'article 18, doivent faire l'objet d'une approbation par l'autorité de régulation de l'État membre, soit la CREG dans le cas présent. Les États membres peuvent rendre un avis à la CREG sur la proposition.

2. L'article 5.5 de l'EBGL mentionne en outre que :

*« Les propositions concernant les modalités et conditions ou les méthodologies comprennent un calendrier d'implémentation et une description de leur incidence attendue au regard des objectifs du présent règlement. Le calendrier d'implémentation ne dépasse pas douze mois après l'approbation par les autorités de régulation compétentes, sauf lorsque toutes les autorités de régulation compétentes conviennent de prolonger ce calendrier ou que différents calendriers sont stipulés dans le présent règlement. »*

3. L'article 18.2 de l'EBGL poursuit que lesdites conditions comprennent également les règles de suspension et de reprise des activités de marché conformément à l'article 36 du règlement (UE) 2017/2196 de la Commission du 24 novembre 2017 établissant un code de réseau sur l'état d'urgence et la restauration du réseau électrique (ci-après : « E&R NC »), ainsi que les règles de règlement en cas de suspension du marché conformément à l'article 39 de l'E&R NC, une fois approuvées conformément à l'article 4 de l'E&R NC. Le 18 décembre 2018, Elia a soumis à l'approbation de la CREG une proposition à ce sujet. Par sa décision (B)1941 du 19 septembre 2019, la CREG a rejeté cette proposition d'Elia. Au moment de la présente décision, Elia n'a pas encore introduit de nouvelle proposition.

4. L'article 18.3 de l'EBGL prévoit en outre qu'aux fins de l'élaboration des propositions de modalités et conditions applicables aux fournisseurs de services d'équilibrage, chaque gestionnaire de réseau de transport (ci-après : GRT) :

*« a) se coordonne avec les GRT et les GRD susceptibles d'être affectés par ces modalités et conditions ;*

*b) respecte les cadres applicables à l'établissement de plateformes européennes pour l'échange d'énergie d'équilibrage et pour le processus de compensation des déséquilibres en application des articles 19, 20, 21 et 22 de l'EBGL ;*

*c) associe les autres gestionnaires de réseau de distribution (ci-après : « GRD ») et parties prenantes tout au long de l'élaboration de la proposition et tient compte de leurs avis, sans préjudice de la consultation publique prévue à l'article 10 de l'EBGL. »*

5. Conformément à l'article 18.4 de l'EBGL, les modalités et conditions applicables aux fournisseurs de services d'équilibrage :

*« a) définissent des exigences raisonnables et justifiées applicables à la fourniture de services d'équilibrage ;*

*b) autorisent l'agrégation d'installations de consommation, d'installations de stockage d'énergie et d'installations de production d'électricité dans une zone de programmation en vue d'offrir des services d'équilibrage, sous réserve des conditions visées au paragraphe 5, point c) ;*

*c) autorisent les propriétaires d'installation de consommation, les tiers et les propriétaires d'installations de production d'électricité à partir de sources d'énergie conventionnelles et*

*renouvelables ainsi que les propriétaires d'unités de stockage d'énergie à devenir fournisseurs de services d'équilibrage ;*

*d) exigent que chaque offre d'énergie d'équilibrage émanant d'un fournisseur de services d'équilibrage (BSP) soit assignée à un ou plusieurs responsables d'équilibre (BRP) afin de permettre le calcul d'une correction du déséquilibre en application de l'article 49.»*

6. Conformément à l'article 18.5, les modalités et conditions applicables aux fournisseurs de services d'équilibrage contiennent :

*« a) les règles applicables au processus de qualification comme fournisseur de services d'équilibrage conformément à l'article 16 ;*

*b) les règles, exigences et délais applicables à l'acquisition et au transfert de capacités d'équilibrage en application des articles 32, 33 et 34 ;*

*c) les règles et les conditions applicables à l'agrégation d'installations de consommation, d'installations de stockage d'énergie et d'installations de production d'électricité dans une zone de programmation afin de devenir fournisseur de services d'équilibrage ;*

*d) les exigences relatives aux données et aux informations à fournir au GRT de raccordement et, le cas échéant, au GRD de raccordement des réserves au cours du processus de préqualification et du fonctionnement du marché de l'équilibrage ;*

*e) les règles et les conditions pour l'assignation de chaque offre d'énergie d'équilibrage émanant d'un fournisseur de services d'équilibrage à un ou plusieurs responsables d'équilibre en application du paragraphe 4, point d) ;*

*f) les exigences relatives aux données et informations à fournir au GRT de raccordement et, le cas échéant, au GRD de raccordement des réserves, afin d'évaluer la fourniture de services d'équilibrage en application de l'article 154, paragraphes 1 et 8, de l'article 158, alinéa 1, point e), et alinéa 4, point b), de l'article 161, alinéa 1, point f), et alinéa 4, point b), du règlement (UE) 2017/1485 ;*

*g) la définition d'une localisation pour chaque produit standard et chaque produit spécifique, compte tenu de l'alinéa 5, point c) ;*

*h) les règles relatives à la détermination du volume d'énergie d'équilibrage à régler avec le fournisseur de services d'équilibrage en application de l'article 45 ;*

*i) les règles relatives au règlement des fournisseurs de services d'équilibrage en application du Titre V, chapitres 2 et 5 ;*

*j) un délai maximal pour la finalisation du règlement de l'énergie d'équilibrage avec un fournisseur de services d'équilibrage conformément à l'article 45, applicable à toute période de règlement des déséquilibres ;*

*k) les conséquences en cas de non-conformité avec les modalités et conditions applicables aux fournisseurs de services d'équilibrage. »*

7. Conformément à l'article 18.7 de l'EBGL, chaque GRT de raccordement peut inclure les éléments suivants dans la proposition de modalités et conditions applicables aux fournisseurs de services d'équilibrage ou dans les modalités et conditions applicables aux responsables d'équilibre :

*« a) l'obligation, pour les fournisseurs de services d'équilibrage, de communiquer des informations sur la capacité de production inutilisée et les autres ressources d'équilibrage provenant des fournisseurs de services d'équilibrage, après l'heure de fermeture du guichet du marché journalier et après l'heure de fermeture du guichet infrajournalier entre zones ;*

*b) lorsque cela est justifié, l'obligation, pour les fournisseurs de services d'équilibrage, d'offrir les capacités de production inutilisées ou les autres ressources d'équilibrage dans le cadre d'offres d'énergie d'équilibrage ou d'offres de processus de programmation intégré sur les marchés de l'équilibrage après l'heure de fermeture du guichet du marché journalier, sans préjudice de la possibilité, pour les fournisseurs de services d'équilibrage, de modifier leurs offres d'énergie d'équilibrage avant l'heure de fermeture du guichet pour l'énergie d'équilibrage ou l'heure de fermeture du guichet pour le processus de programmation intégré, du fait des échanges sur le marché infrajournalier ;*

*c) lorsque cela est justifié, l'obligation, pour les fournisseurs de services d'équilibrage, d'offrir la capacité de production inutilisée ou les autres ressources d'équilibrage dans le cadre d'offres d'énergie d'équilibrage ou d'offres de processus de programmation intégré sur les marchés de l'équilibrage après l'heure de fermeture du guichet infrajournalier entre zones ;*

*d) des exigences spécifiques concernant la position des responsables d'équilibre soumise après l'échéance du marché journalier, afin de garantir que la somme de leurs programmes d'échanges commerciaux intérieurs et extérieurs soit égale à la somme des programmes de production et de consommation physiques, compte tenu de la compensation des pertes électriques, le cas échéant ;*

*e) une dérogation à l'obligation de publier des informations sur les prix proposés pour les offres d'énergie d'équilibrage ou les offres de capacité d'équilibrage en raison de risques d'abus de marché redoutés par le GRT, en application de l'article 12, alinéa 4 ;*

*f) une dérogation, pour les produits spécifiques définis à l'article 26, alinéa 3, point b), en application de l'article 16, alinéa 6, permettant de prédéterminer le prix des offres d'énergie d'équilibrage dans un contrat de capacité d'équilibrage ;*

*g) le recours à la fixation de deux prix pour tous les déséquilibres sur la base des conditions établies en application de l'article 52, alinéa 2, point d) i), et la méthodologie de fixation des deux prix en application de l'article 52, alinéa 2, point d) ii).»*

8. Vu qu'Elia ne met pas en œuvre un modèle d'appel centralisé, l'article 18.8 de l'EBGL ne s'applique pas.

9. Enfin, l'article 18.9 de l'EBGL prévoit que chaque GRT s'assure du respect par toutes les parties, dans sa ou ses zone(s) de programmation, des exigences énoncées dans les modalités et conditions applicables à l'équilibrage.

10. En application de l'article 6.3 de l'EBGL, le GRT responsable de l'élaboration d'une proposition de modalités et conditions ou de méthodologies, ou les autorités de régulation responsables de leur adoption conformément à l'article 5, alinéas 2, 3 et 4, ont le droit de demander des modifications de ces modalités et conditions ou méthodologies. Les propositions de modifications des modalités et conditions ou méthodologies font l'objet d'une consultation conformément à la procédure de l'article 10 et sont approuvées conformément à la procédure énoncée aux articles 4 et 5.

## 1.2. DROIT BELGE

11. Conformément à l'article 219 du code de bonne conduite électricité<sup>1</sup>, le contrat-type pour le service d'équilibrage respectif visé à l'article 3 contient, sans préjudice de l'article 4, §§ 1<sup>er</sup> et 5, au minimum :

*les conditions pour les BSP visées aux articles 5.5, 18.1, 18.4 et 18.5 de la ligne directrice européenne EBGL;*

*2° le cas échéant, l'application de l'article. 18.7, a), b), c), e), f) de la ligne directrice européenne EBGL ;*

*3° une description des éventuelles clauses indemnitaires et des circonstances dans lesquelles elles s'appliquent ;*

*4° les spécifications techniques relatives à la disponibilité de la capacité d'équilibrage ;*

*5° les spécifications techniques relatives à l'activation d'énergie d'équilibrage ;*

*6° la liste des informations pertinentes que le fournisseur de services d'équilibrage doit fournir au gestionnaire du réseau de transport pour la surveillance, la rémunération et l'activation correctes des services d'équilibrage ;*

*7° le cas échéant, l'impact des procédures de repli visées à l'article 28 de la ligne directrice européenne EBGL sur les conditions visées aux points 1° à 6°. »*

---

<sup>1</sup> <https://www.creg.be/sites/default/files/assets/Publications/Decisions/B2409Annex1.pdf>

## 2. ANTÉCÉDENTS

12. Le 16 avril 2020, Elia a soumis à l'approbation de la CREG une proposition de modalités et conditions applicables au fournisseur de services d'équilibrage ou « BSP » (Balancing Service Provider) pour les réserves de restauration de la fréquence avec activation automatique (aFRR). Par décision (B)2061 du 7 mai 2020, la CREG a approuvé cette proposition et le T&C BSP aFRR est entré en vigueur le 31 août 2020, avec une première enchère pour fourniture le 2 septembre 2020.

13. Le 28 mai 2020, Elia a déposé deux demandes d'approbation auprès de la CREG concernant les règles d'équilibrage. Une première proposition concerne les réserves de stabilisation de la fréquence (FCR) et une deuxième proposition concerne les réserves de restauration de la fréquence avec activation automatique de fréquence (aFRR). La CREG a approuvé les deux propositions le 18 juin 2020 par décision (B)2085.

14. Le 24 janvier 2020, l'ACER a pris une décision N° 02/2020<sup>2</sup> (ci-après : « Décision aFRR IF »). La présente décision concerne le cadre de mise en œuvre de la plateforme européenne d'échange d'énergie d'équilibrage à partir des réserves de restauration de la fréquence avec activation automatique (ci-après : « la plateforme aFRR »).

Par exemple, l'article 5 de la Décision aFRR IF impose un calendrier d'implémentation et inclut également, entre autres, l'exigence que chaque gestionnaire de réseau de transport (ci-après : « GRT »), trente mois après l'approbation de la aFRR IF, doit progressivement adapter les méthodologies et conditions pour les fournisseurs de services d'énergie d'équilibrage aFRR afin d'accéder en temps utile à la plateforme européenne d'échange d'énergie d'équilibrage à partir des réserves de restauration de fréquence avec activation automatique (ci-après : « plateforme aFRR »). La Décision aFRR IF a fait l'objet d'un recours le 23 mars 2020, qui a été rejeté comme non fondé par la décision de la chambre d'appel de l'ACER du 16 juillet 2020<sup>3</sup>.

15. Le 12 février 2021, Elia a soumis à l'approbation de la CREG une proposition modifiée de modalités et conditions applicables au fournisseur de services d'équilibrage ou « BSP » (Balancing Service Provider) pour les réserves de restauration de la fréquence avec activation automatique (aFRR). Le 22 avril 2021, la CREG a approuvé la proposition par décision (B)2210<sup>4</sup>.

Les T&C BSP aFRR modifiées entreranno en vigueur en même temps que les modalités et conditions respectives applicables aux fournisseurs de services d'équilibrage (T&C BSP FCR et les T&C BSP aFRR). Cette décision limite les volumes de capacité achetés dans le cadre des enchères « per-CCTU » et constitue une solution temporaire aux prix élevés des capacités résultant d'une offre limitée de volumes de capacité offerts dans le cadre des enchères « per-CCTU ».

Dans sa décision, la CREG indique également qu'elle prévoit de revoir le design du marché pour l'achat de capacité d'équilibrage aFRR par la prochaine modification des T&C BSP aFRR.

16. Le 18 février 2022, Elia a soumis une proposition de modification des T&C BSP aFRR à la CREG pour approbation. Avec cette proposition, Elia souhaite se conformer à la décision (B)2210, à savoir connecter le bloc LFC d'Elia à la plateforme européenne aFRR et activer le nouveau design de marché

---

<sup>2</sup>[https://extranet.acer.europa.eu/Official\\_documents/Acts\\_of\\_the\\_Agency/Individual%20decisions/ACER%20Decision%2002-2020%20on%20the%20Implementation%20framework%20for%20aFRR%20Platform.pdf](https://extranet.acer.europa.eu/Official_documents/Acts_of_the_Agency/Individual%20decisions/ACER%20Decision%2002-2020%20on%20the%20Implementation%20framework%20for%20aFRR%20Platform.pdf)

<sup>3</sup>[https://extranet.acer.europa.eu/en/The\\_agency/Organisation/Board\\_of\\_Appeal/Decisions/Case%20A-001-2020%20BoA%20decision.pdf](https://extranet.acer.europa.eu/en/The_agency/Organisation/Board_of_Appeal/Decisions/Case%20A-001-2020%20BoA%20decision.pdf)

<sup>4</sup> <https://www.creg.be/fr/publications/decision-b2210>



pour l'achat de capacité d'équilibrage aFRR. Le 24 mars 2022, la CREG a approuvé cette proposition par décision (B)2366<sup>5</sup>.

17. Par décision (B)2412 du 14 juillet 2022<sup>6</sup>, la CREG a accordé à Elia une dérogation au délai d'ici lequel Elia doit utiliser la plateforme européenne conformément à l'article 21, paragraphe 6 de l'EBGL. La CREG a accordé cette dérogation pour une période maximale de deux ans. Toutefois, la période de dérogation peut être raccourcie jusqu'à ce que les incertitudes restantes aient été évaluées. Cette évaluation est prévue en septembre 2022, après quoi la CREG confirmera si la dérogation continuera d'être appliquée (en cas d'incertitudes restantes) ou si la dérogation expirera. Dans ce dernier cas, une date sera fixée pour la participation effective du bloc RFP d'Elia à la plateforme européenne aFRR.

Par lettre du 13 octobre 2022, la CREG a confirmé à Elia le maintien de l'application de la dérogation au délai pour l'utilisation de la plate-forme européenne aFRR, conformément à la décision (B)2412 du 14 juillet 2022. Dans cette lettre, la CREG fixe une nouvelle date d'évaluation. La nouvelle évaluation sera organisée au plus tard un mois après que le groupe de projet au sein d'ENTSO-E aura pris la décision sur la participation du bloc RFP français à la plateforme européenne aFRR, ou après que l'ACER aura pris une décision concernant l'entrée en vigueur d'un plafond de prix technique adapté de 15.000 €/MWh à +/- 1.000 €/MWh. Si aucun des deux scénarios ne se concrétise, l'évaluation sera organisée au plus tard le 15 novembre 2023. Ainsi, la CREG déroge à la proposition d'Elia de participer à la plateforme européenne aFRR pour le 28 mars 2023. La CREG est d'avis qu'il n'est pas acceptable de déroger au plafond de prix technique harmonisé, tel que défini dans la décision de l'ACER (03/2022), par l'application d'un plafond de prix national, afin d'atténuer les effets négatifs dus, entre autres, à un manque de concurrence en provenance de l'étranger. Par conséquent, la CREG ne peut actuellement pas accepter l'adhésion d'Elia à la plateforme européenne aFRR le 28 mars 2023 en application d'un plafond de prix national.

18. Le 4 juillet 2023, Elia a soumis à l'approbation de la CREG une proposition de modification des T&C BSP aFRR. Par cette proposition, Elia vise à fixer un plafond de coût relatif pour l'achat de capacité d'équilibrage aFRR par rapport au résultat minimal en termes de coûts.

---

<sup>5</sup> <https://www.creg.be/fr/publications/decision-b2366>

<sup>6</sup> <https://www.creg.be/fr/publications/decision-b2412>

### 3. CONSULTATION

19. Elia a organisé des consultations publiques du 24 mai 2023 au 25 juin 2023 inclus concernant les T&C BSP aFRR.

20. Elia a reçu quatre réactions non confidentielles à la consultation publique, à savoir de :

- Centrica Business Solutions, (ci-après : « CBS ») ;
- Febeg ;
- Febeliec ;
- BSTOR.

21. Toutes les réactions sont indiquées comme non confidentielles. Les réponses originales sont incluses dans le rapport de consultation et sont disponibles sur le site web d'Elia.

22. Le rapport de consultation a été joint au dossier qu'Elia a soumis à la CREG le 4 juillet 2023.

23. Le rapport de consultation du 4 juillet 2023 rassemble les réactions reçues et expose les raisons pour lesquelles les points de vue exprimés lors de la consultation ont été ou non pris en considération par Elia. Les réactions couvrent plusieurs sujets, qui sont détaillés ci-dessous. Elia a analysé ces réactions.

24. La CREG n'aborde que les commentaires pour lesquels elle estime que la réponse d'Elia dans le rapport de consultation est insuffisante, ne peut être suivie par la CREG et/ou peut être complétée. La discussion est abordée dans la partie 4 de la présente décision, à savoir dans l'analyse et l'évaluation des modifications proposées.

25. Compte tenu de ce qui précède, le comité de direction de la CREG décide, en vertu de l'article 23, §1<sup>er</sup> de son règlement d'ordre intérieur, de ne pas organiser de consultation, en application de l'article 40, 2° de son règlement d'ordre intérieur, eu égard à la consultation publique organisée par Elia du 24 mai 2023 au 25 juin 2023 inclus.

26. La CREG considère cette consultation comme une consultation publique effective, car elle s'est déroulée sur le site web d'Elia, était facilement accessible à partir de la page d'accueil et était suffisamment documentée. En outre, un mailing a été envoyé par Elia à toutes les personnes inscrites sur son site web.

La durée de la consultation a été d'un mois. Compte tenu de la nature des modifications proposées, la CREG estime que la durée de la consultation était suffisamment longue.

## 4. Analyse et évaluation des changements proposés

### 4.1. Critères d'évaluation

#### 4.1.1. Droit d'accès au réseau de transport

27. La CREG estime que le droit d'accès au réseau de transport, visé à l'article 15 de la loi Électricité, est d'ordre public.

Le droit d'accès au réseau de transport constitue en effet l'un des piliers de base essentiels de la libéralisation du marché de l'électricité. Afin que la concurrence s'installe sur le marché de l'électricité et que les clients finaux puissent effectivement choisir leur fournisseur d'électricité, il est primordial que les clients finaux, leurs fournisseurs et les producteurs d'électricité aient la garantie d'avoir accès au réseau de transport et qu'ils puissent jouir de ce droit sans discrimination. De plus, le réseau de transport est un monopole naturel compte tenu des *coûts irrécupérables (sunk costs)* élevés des investissements qui y sont réalisés : les investissements représentent des montants élevés et ne peuvent pas être utilisés pour d'autres usages que le transport d'électricité. Cela explique en partie pourquoi l'article 8 de la loi Électricité a opté pour un gestionnaire unique du réseau de transport fédéral.

Il ressort des articles 11 et 15 de la loi Électricité que la garantie effective du droit d'accès au réseau de transport est inextricablement liée au code de bonne conduite électricité, au règlement technique fédéral et à la régulation des tarifs du réseau de transport respectivement visés aux articles 11 et 12 de la loi Électricité. Ces documents réglementaires/décisions de la CREG visent à réaliser de fait le droit d'accès au réseau de transport.

Avec le code de bonne conduite et le règlement technique fédéral, le législateur souhaite éviter l'apparition d'une quelconque discrimination entre les utilisateurs du réseau sur la base de divers motifs techniques non pertinents difficiles voire impossibles à réfuter par les utilisateurs du réseau eux-mêmes en raison de leur manque de connaissances spécialisées sur le plan de la gestion du réseau de transport. Avec ce code de bonne conduite et ce règlement, le législateur vise aussi à trouver le bon équilibre entre les utilisateurs du réseau d'une part et le gestionnaire de réseau de l'autre. En effet, les intérêts des utilisateurs du réseau et du gestionnaire du réseau ne sont pas toujours parallèles. Puisque le code de bonne conduite et le règlement technique fédéral clarifient les obligations du gestionnaire de réseau et des utilisateurs du réseau, il est donc la traduction opérationnelle et technique du droit d'accès au réseau de transport et donc aussi d'ordre public.

La complexité de la gestion du réseau de transport a également une incidence sur la tarification de la prestation de services fournie par le gestionnaire du réseau. Un utilisateur du réseau est dans l'incapacité de déterminer si les prix que le gestionnaire du réseau pourrait fixer en toute autonomie seraient effectivement des prix corrects. Il ne peut le déterminer, car il ne dispose pas lui-même des connaissances techniques requises ni des informations nécessaires. En outre, il ne peut comparer les prix du gestionnaire du réseau avec ceux d'autres gestionnaires du réseau puisque le gestionnaire du réseau jouit d'un monopole légal et naturel et que les divers réseaux de transport nationaux peuvent différer fortement entre eux. Sans cette régulation des tarifs du réseau de transport, le droit d'accès au réseau de transport ne serait pas réellement assuré. Il va de soi que des tarifs de transport discriminatoires ou trop élevés sapent *de facto* le droit d'accès au réseau de transport. La régulation des tarifs du réseau de transport est par conséquent également d'ordre public.

Le droit d'accès se traduit via les contrats types. Ces contrats types, qui sont essentiels à un fonctionnement efficace et transparent du marché, régissent le droit d'accès au réseau de transport et sont, de par le fait que le droit d'accès est d'ordre public, également d'ordre public. L'approbation de ces contrats types par la CREG ne change pas la nature de ces contrats. Au contraire, l'importance des contrats types est en effet confirmée par le fait qu'un utilisateur du réseau ne peut accéder au réseau de transport du gestionnaire de réseau que s'il a accompli la procédure d'accès et signé le contrat type en question.

Le contrat type peut être de nature contractuelle, néanmoins ces contrats doivent veiller à ce que tous les utilisateurs du réseau soient traités sur un pied d'égalité et aient accès au réseau de transport dans les mêmes conditions et puissent participer aux services auxiliaires.

#### **4.1.2. Critères d'approbation**

28. En application de l'article 3, du code de bonne conduite électricité, sont notamment soumis à l'approbation de la CREG selon la procédure visée au paragraphe 2 et sans préjudice des codes de réseau et lignes directrices européens, les projets de contrats types, ainsi que leurs modifications, pour:

- a) le raccordement au réseau de transport ;*
- b) l'accès au réseau de transport ;*
- c) la responsabilité de l'équilibre sur le réseau de transport;*
- d) la fourniture des services auxiliaires sur le réseau de transport ;*
- e) la responsabilité de la programmation sur le réseau de transport ;*
- f) la responsabilité de la planification des indisponibilités sur le réseau de transport ;*
- g) l'échange d'informations avec les fournisseurs de services auxiliaires et les fournisseurs sur le réseau de transport ;*
- h) la collaboration avec les gestionnaires de réseau de transport local et les gestionnaires de réseau de distribution, en ce compris l'accord visé à l'article 40, paragraphe 7, de la ligne directrice SOGL. »*

Le code de bonne conduite électricité ne précise pas les critères au regard desquels la CREG doit apprécier les contrats types en vue de prendre ses décisions.

Il appartient donc à la CREG d'assumer ce pouvoir d'appréciation. L'ensemble des dispositions légales européennes et nationales régissant le marché de l'énergie<sup>7</sup> montre que les différents acteurs (les États membres, les régulateurs, le gestionnaire de réseau, etc.) doivent tous agir pour atteindre l'objectif fondamental suivant : contribuer à la création d'un marché intérieur de l'électricité intégré, qui soit à la fois compétitif, flexible, efficace, fiable et sûr, respectueux de l'environnement et qui tienne compte des intérêts des consommateurs.

---

<sup>7</sup> Articles 40 alinéa 3, 42, 58 et 59 de la directive 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE, l'article 3 du règlement 2019/943 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant le marché intérieur de l'électricité, les codes de réseau européens et les lignes directrices visées à l'article 2, §1er, 2° du règlement technique, aux articles 8 et 23 de la loi Électricité.

La poursuite de cet objectif fondamental se traduit par l'obligation (entre autres) pour les États membres, les régulateurs et les gestionnaires de réseaux de prendre en compte dans leurs actions :

- la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau,
- la suppression de toutes les barrières du marché et obstacles d'accès au réseau pour les nouveaux entrants,
- la qualité du service public,
- la protection des consommateurs,
- l'efficacité énergétique et les aspects environnementaux.

Ce faisant, les acteurs du marché doivent, entre autres :

- appliquer les principes de proportionnalité et de non-discrimination,
- assurer la transparence,
- surveiller le respect des contraintes techniques, légales et de fiabilité du réseau.

La CREG peut et doit donc toujours vérifier, comme ce fut le cas avec l'application de l'article 6 du règlement technique fédéral supprimé (voir note de bas de page 4), si les projets de contrats types :

- (a) n'entravent pas l'accès au réseau ;
- (b) ne mettent pas en péril la sécurité, fiabilité et efficacité du réseau ;
- (c) sont conformes à l'intérêt général.

La position inégale des parties contractantes doit ici être prise en compte, sauf dans le cas de l'accord de coopération entre le gestionnaire de réseau de transport et les gestionnaires de réseau de distribution, qui est conclu en concertation et que la CREG considère comme des partenaires contractuels équivalents. En tant que gestionnaire exclusif du réseau de transport, Elia jouit d'un monopole légal. Pour les utilisateurs du réseau, le réseau de transport est une infrastructure essentielle à laquelle il n'existe aucune alternative ; pour exercer leurs activités, ils sont forcés de conclure des contrats avec Elia afin de pouvoir accéder au réseau de transport et l'utiliser.

#### *4.1.2.1. Absence d'entrave à l'accès au réseau de transport*

29. En vertu de l'article 15 de la loi Électricité, les clients éligibles, producteurs et intermédiaires ont un droit d'accès au réseau de transport.

Le libre accès au réseau de transport est essentiel à la libéralisation du marché de l'électricité. Le droit d'accès au réseau de transport est donc un principe de base qui doit être interprété largement. Toute exception ou limitation à ce droit doit donc être explicitement prévue et interprétée de manière restrictive (cf. l'exception prévue à l'article 15, § 1er, deuxième alinéa, de la loi Électricité).

La CREG estime donc qu'il est inadmissible que le gestionnaire de réseau complique, restreigne ou entrave de quelque manière que ce soit le droit d'accès au réseau de transport des clients, producteurs et intermédiaires éligibles en imposant des conditions contractuelles inéquitables.

#### 4.1.2.2. Sécurité, fiabilité et efficacité du réseau de transport

30. L'une des missions du gestionnaire de réseau consiste à garantir un réseau électrique sûr, fiable et efficace et, dans ce contexte, veiller à la disponibilité et à la mise en œuvre de tous les services auxiliaires nécessaires, dans la mesure où cette disponibilité est indépendante de tout autre réseau de transport avec lequel son réseau est interconnecté. L'examen des contrats types s'attache donc également à vérifier si ceux-ci sont respectés.

Une attention particulière doit être accordée aux aspects d'efficacité énergétique, à l'intégration des sources d'énergie renouvelables et aux considérations environnementales, car ces questions ont acquis une importance considérable dans la législation européenne et nationale ces dernières années.

#### 4.1.2.3. Conformité à l'intérêt général

La société qui gère le réseau de transport doit le faire dans l'intérêt général, au bénéfice de tous les clients et de tous les fournisseurs<sup>8</sup>.

L'intérêt général est un concept large. Pour l'application de l'article 4 du règlement technique fédéral, la CREG interprète cette notion comme faisant référence au moins à toutes les règles de droit qui sont d'ordre public, parmi lesquelles figurent en tout cas la législation propre au secteur, le droit de la concurrence, les règles générales de droit des obligations et la législation linguistique. Il y a lieu de faire remarquer à cet égard qu'en pratique, certaines de ces règles de droit posent de mêmes exigences vis-à-vis des contrats, par exemple l'exigence de conditions de transaction raisonnables, équitables, équilibrées et proportionnelles.

#### 4.1.2.4. La législation spécifique au secteur

31. La législation spécifique au secteur que la CREG englobe dans le concept « d'intérêt général » regroupe toutes les règles d'ordre public. Il s'agit, par conséquent, du droit d'accès au réseau de transport et de la régulation des tarifs du réseau de transport.

Sans préjudice du caractère d'ordre public de la régulation des tarifs du réseau de transport, du code de bonne conduite<sup>9</sup> et du règlement technique fédéral, il convient également de rappeler que la mission générale de la CREG consiste à surveiller et à contrôler l'application des lois et règlements relatifs à la réglementation sectorielle de l'électricité, en ce compris la surveillance de la réglementation européenne établissant les codes et lignes directrices de réseau dans le secteur de l'électricité (article 23, §2, deuxième alinéa, 8°, de la loi Électricité). La seule sanction que la CREG peut éventuellement imposer dans le cadre de cette mission de contrôle consiste à infliger des amendes administratives après avoir constaté une infraction aux règles de droit propres au secteur (article 31 de la loi Électricité). Grâce à l'article 23, §2, deuxième alinéa, 9° de la loi Électricité et à l'article 4 du règlement technique fédéral, la CREG n'est pas tenue d'activer immédiatement l'article 31 de la loi Électricité, mais peut, le cas échéant, d'abord rejeter les conditions illégales des contrats types et inviter le gestionnaire de réseau à y apporter les adaptations nécessaires.

---

<sup>8</sup> Cf. notamment *Parl. St. Sénat* 1998-99, n° 1308/4, p. 22.

<sup>9</sup> Toujours en cours de développement à la date de cette décision.

#### 4.1.2.5. Le droit de la concurrence

32. Dans le cadre de la libéralisation du marché de l'électricité, la poursuite de l'intérêt général implique notamment la création d'une libre concurrence effective et la sauvegarde du bon fonctionnement du marché (et ce, dans l'intérêt final du consommateur particulier et des divers concurrents présents sur le marché). Il faut veiller, à cet effet, à ce qu'une entreprise occupant une position dominante ne viole pas l'intérêt général en imposant à ses cocontractants des conditions inéquitables susceptibles d'entraver ou de limiter le fonctionnement normal de la concurrence.

La création et la sauvegarde d'une libre concurrence effective dans l'intérêt général impliquent bien plus que la simple garantie du libre accès au réseau. Le libre accès au réseau est certes une condition essentielle, mais elle est insuffisante en soi pour assurer une concurrence effective sur le marché de l'électricité. Il faut donc également veiller à ce qu'aucune des conditions imposées par le gestionnaire du réseau à ses cocontractants n'entrave ou ne limite le fonctionnement normal de la concurrence.

En outre, il convient de souligner que la réalisation d'une telle concurrence effective ne se limite pas au marché de la fourniture d'électricité aux clients, mais concerne tous les marchés du secteur de l'électricité auxquels aucun monopole légal n'a été accordé (par exemple le marché du négoce de l'électricité et le marché de la production d'électricité). Dès lors, il ne peut davantage être admis que le gestionnaire du réseau impose, dans un contrat portant sur des activités exercées sur un marché bien défini, des conditions inéquitables qui entraveraient ou limiteraient le fonctionnement normal de la concurrence sur un marché lié ou voisin.

En effet, l'article IV.2 du Code de droit économique, ainsi que l'article 102 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), interdisent aux entreprises d'abuser d'une position dominante sur le marché belge / marché intérieur concerné ou sur une partie substantielle de celui-ci. Elia détient un monopole légal sur la gestion du réseau de transport en Belgique. La Cour de justice de l'Union européenne considère qu'une entreprise qui détient un monopole légal peut être considérée comme ayant une position dominante<sup>10</sup>.

Il y a position dominante lorsque la position permet à une entreprise de faire obstacle au maintien d'une concurrence effective en lui fournissant la possibilité de comportements indépendants dans une mesure appréciable vis-à-vis de ses concurrents, clients ou fournisseurs ; L'abus de position dominante peut prendre diverses formes courantes telles que l'imposition de conditions contractuelles inéquitables, la discrimination entre partenaires commerciaux en appliquant des conditions inégales pour des performances équivalentes.

L'inclusion de clauses dans le contrat type qui sont inéquitables, c'est-à-dire des clauses que le cocontractant d'Elia n'aurait pas acceptées dans des conditions normales de concurrence, est illégale et ne peut être acceptée. De telles clauses doivent être considérées comme un abus de position dominante de la part d'Elia.

---

<sup>10</sup> CJCE, 23 avril 1991, Affaire n° C-41/90, Klaus Höfner et Fritz Eser c/ Macrotron GmbH, Rec., 1991, p. I-01979.

#### 4.1.2.6. Les règles générales relevant du droit des obligations

##### *Nouveau Code Civil*

33. Le Code civil a été réformé en profondeur et, à terme, il comprendra 10 livres. La situation à la date de la présente décision et dans la mesure où elle est pertinente pour l'objet de la présente décision peut être présentée comme suit :

Livre 1 : Dispositions générales : la loi du 28 avril 2022 portant le livre 1<sup>er</sup> « Dispositions générales » du Code civil a été publiée au Moniteur belge le 1<sup>er</sup> juillet 2022. La loi est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023 (le premier jour du sixième mois qui suit celui de sa publication au Moniteur belge).

L'article 3 de la loi susmentionnée stipule que :

*« Les dispositions du livre 1er du Code civil s'appliquent aux actes juridiques et aux faits juridiques survenus après l'entrée en vigueur de la présente loi.*

*Sauf accord contraire des parties, elles ne s'appliquent pas et les règles antérieures demeurent applicables :*

*1° aux effets futurs des actes juridiques et faits juridiques survenus avant l'entrée en vigueur de la présente loi ;*

*2° par dérogation à l'alinéa 1er, aux actes juridiques et aux faits juridiques survenus après l'entrée en vigueur de la présente loi qui se rapportent à une obligation née d'un acte juridique ou d'un fait juridique survenu avant l'entrée en vigueur de la présente loi. »*

Livre 5 : Les obligations : la loi du 28 avril 2022 portant le livre 5 « Les obligations » du Code civil a été publiée au Moniteur belge le 1<sup>er</sup> juillet 2022. La loi est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023 (le premier jour du sixième mois qui suit celui de sa publication au Moniteur belge).

L'article 64 de la loi susmentionnée dispose ce qui suit :

*« Les dispositions du livre 5 du Code civil s'appliquent aux actes juridiques et aux faits juridiques survenus après l'entrée en vigueur de la présente loi.*

*Sauf accord contraire des parties, elles ne s'appliquent pas et les règles antérieures demeurent applicables :*

*1° aux effets futurs des actes juridiques et faits juridiques survenus avant l'entrée en vigueur de la présente loi ;*

*2° par dérogation à l'alinéa 1er, aux actes juridiques et aux faits juridiques survenus après l'entrée en vigueur de la présente loi qui se rapportent à une obligation née d'un acte juridique ou d'un fait juridique survenu avant l'entrée en vigueur de la présente loi. »*

Livre 6 : La responsabilité extracontractuelle : la Commission de réforme du droit de la responsabilité a également élaboré un avant-projet de loi portant insertion des dispositions relatives à la responsabilité extracontractuelle dans le nouveau Code civil ainsi qu'un exposé des motifs. Les travaux de la Commission de réforme du droit de la responsabilité se poursuivent. Ces textes n'ont donc pas encore été approuvés en Conseil des ministres.



Livre 7 : Les contrats spéciaux : la Commission de réforme du droit des contrats poursuit ses travaux.

Livre 8 : La preuve : la loi du 13 avril 2019 créant le (nouveau) Code civil et y insérant le livre 8 « La preuve » a été publiée au Moniteur belge et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2020.

Livre 9. Les sûretés : la Commission de réforme du droit des sûretés poursuit ses travaux. Une Commission de réforme du droit hypothécaire a également été créée. Elle poursuit ses travaux.

Livre 10. La prescription : la Commission de réforme du droit de la prescription poursuit ses travaux.

Les principales modifications du livre 5 « Les obligations » par rapport à l'ancien Code civil sont les suivantes :

- la codification de figures juridiques importantes développées dans la jurisprudence,
- la modernisation ou la modification de certains concepts.

#### *Livre 5 « Les obligations » du Code civil*

Le nouveau droit des obligations est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023. Il a été codifié dans le livre 5 « Les obligations » du (nouveau) Code civil.

Un certain nombre de dispositions de ce Livre 5 sont particulièrement remarquables dans le contexte des contrats types utilisés par Elia.

- *Définition de « contrat d'adhésion »*

L'article 5.10 « Contrat d'adhésion » du Code civil définit le terme de « contrat d'adhésion » comme suit :

*« Le contrat est un contrat d'adhésion lorsqu'il est rédigé préalablement et unilatéralement par une partie et qu'il n'est pas négociable.*

*Le fait que certaines clauses du contrat soient négociables n'exclut pas l'application du présent article au reste du contrat lorsque l'appréciation globale permet de conclure qu'il s'agit malgré tout d'un contrat d'adhésion. »*

- *Interdiction de droit commun de clauses manifestement déséquilibrées*

L'article 5.52 « Clauses abusives » du Code civil s'énonce comme suit :

*« Toute clause non négociable et qui crée un déséquilibre manifeste entre les droits et obligations des parties est abusive et réputée non écrite.*

*L'appréciation du déséquilibre manifeste tient compte de toutes les circonstances qui entourent la conclusion du contrat.*

*L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique ni à la définition des prestations principales du contrat, ni à l'équivalence entre les prestations principales. »*

- *Abus de circonstances*

L'article 5.88. « Clause indemnitaire » du Code civil dispose ce qui suit :

*« § 1<sup>er</sup>. Les parties peuvent convenir à l'avance qu'en cas d'inexécution imputable, le débiteur est tenu, à titre de réparation, au paiement d'un montant forfaitaire ou à la fourniture d'une prestation déterminée. Dans ce cas, il ne peut être alloué à l'autre partie une réparation plus élevée, ni plus basse.*

*§ 2. Toutefois, si la clause indemnitaire est manifestement déraisonnable, le juge la réduit, d'office ou à la demande du débiteur, compte tenu du dommage et de toutes les autres circonstances, en particulier des intérêts légitimes du créancier.*

En cas de réduction, le juge ne peut condamner le débiteur à une réparation inférieure à un montant raisonnable ou à une prestation raisonnable.

§ 3. Lorsqu'un intérêt est stipulé pour le retard de paiement d'une somme d'argent, le paragraphe 2, alinéa 1er, est d'application conforme. En cas de réduction, le juge ne peut condamner le débiteur à un intérêt inférieur à l'intérêt légal.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 2 et 3, lorsqu'ils figurent dans des conditions générales incluses dans un contrat d'adhésion et qu'ils portent sur l'inexécution d'une obligation de somme, le Roi peut fixer par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres le montant maximal de la clause indemnitaire et l'intérêt de retard maximal. Il tient compte, à cet égard, du montant de l'obligation de somme, de la catégorie du contrat et du secteur d'activités concerné.

Les clauses contraires sont réputées non écrites dans la mesure où elles dépassent le maximum autorisé.

§ 5. Le juge réduit proportionnellement la clause indemnitaire qui porte sur l'inexécution totale par le débiteur, lorsque l'obligation est partiellement exécutée.

§ 6. Si la clause indemnitaire porte sur un montant ou une prestation déraisonnablement faible, compte tenu du dommage et de toutes les autres circonstances, en particulier des intérêts légitimes du créancier, l'article 5.89 est d'application conforme.

§ 7. Toute clause contraire aux dispositions des paragraphes 2, 3 ou 5 est réputée non écrite. »

- *Clauses exonératoires de responsabilité*

L'article 5.89 « Clause exonératoire de responsabilité » du Code civil dispose ce qui suit :

« § 1. Sauf si la loi en dispose autrement, les parties peuvent convenir d'une clause exonérant le débiteur, en tout ou en partie, de sa responsabilité contractuelle ou extracontractuelle.

La clause peut exonérer le débiteur de sa faute lourde ou de celle d'une personne dont il répond. Une telle exonération ne se présume pas.

Sont toutefois réputées non écrites les clauses qui exonèrent le débiteur :

1° de sa faute intentionnelle ou de celle d'une personne dont il répond ; ou

2° de sa faute ou de celle d'une personne dont il répond, lorsque cette faute cause une atteinte à la vie ou à l'intégrité physique d'une personne.

Est pareillement réputée non écrite la clause qui vide le contrat de sa substance.

§ 2. Si le débiteur fait appel à des auxiliaires pour l'exécution du contrat, ceux-ci peuvent invoquer contre le créancier principal la clause d'exonération de responsabilité convenue entre celui-ci et le débiteur. »

*Code de droit économique*

34. Une loi du 4 avril 2019 introduit trois nouveaux ensembles de règles pour les relations d'affaires (B2B) dans le Code de droit économique (CDE). Le premier ensemble concerne la transparence et l'interprétation des clauses dans les contrats B2B ainsi que la (non-) licéité des clauses contractuelles dans les relations B2B. Le deuxième ensemble interdit une nouvelle pratique restrictive de la concurrence, à savoir l'abus d'une position de dépendance économique. Enfin, le troisième ensemble de règles distingue un certain nombre de catégories de pratiques commerciales déloyales entre les entreprises.

Sont considérés comme importants dans ce cadre :

*Art. VI.91/2. Lorsque toutes ou certaines clauses du contrat sont écrites, elles doivent être rédigées de manière claire et compréhensible.*

*Un contrat peut être interprété notamment en fonction des pratiques du marché en relation directe avec celui-ci.*

*Art. VI.91/3. § 1. Pour l'application du présent titre, toute clause d'un contrat conclu entre entreprises est abusive lorsque, à elle seule ou combinée avec une ou plusieurs autres clauses, elle crée un déséquilibre manifeste entre les droits et obligations des parties.*

*§ 2. Le caractère abusif d'une clause contractuelle est apprécié en tenant compte de la nature des produits qui font l'objet du contrat et en se référant, au moment de la conclusion du contrat, à toutes les circonstances qui entourent sa conclusion, à l'économie générale du contrat, aux usages commerciaux qui s'appliquent, de même qu'à toutes les autres clauses du contrat, ou d'un autre contrat dont il dépend.*

*Pour l'appréciation du caractère abusif, il est également tenu compte de l'exigence de clarté et de compréhension de la clause, visée à l'article VI.91/2, alinéa 1er.*

*L'appréciation du caractère abusif des clauses ne porte ni sur la définition de l'objet principal du contrat ni sur l'adéquation entre le prix ou la rémunération, d'une part, et les produits à fournir en contrepartie, d'autre part, pour autant que ces clauses soient rédigées de façon claire et compréhensible.*

*Art. VI.91/4. Sont abusives, les clauses ayant pour dessein :*

*1° de prévoir un engagement irrévocable de l'autre partie, alors que l'exécution des prestations de l'entreprise est subordonnée à une condition dont la réalisation dépend de sa seule volonté ;*

*2° de conférer à l'entreprise le droit unilatéral d'interpréter une quelconque clause du contrat ;*

*3° en cas de conflit, de faire renoncer l'autre partie à tout moyen de recours contre l'entreprise ;*

*4° de constater de manière irréfragable la connaissance ou l'adhésion de l'autre partie à des clauses dont elle n'a pas eu, effectivement, l'occasion de prendre connaissance avant la conclusion du contrat.*

*Art. VI.91/5. Sauf preuve contraire, sont présumées abusives, les clauses ayant pour dessein:*

*1° de conférer à l'entreprise le droit de modifier unilatéralement le prix, les caractéristiques ou les conditions du contrat sans motif valable ;*

*2° de proroger ou renouveler tacitement un contrat à durée déterminée sans spécification d'un délai raisonnable de résiliation ;*

*3° de placer, sans contrepartie, le risque économique sur une partie alors que celui-ci incombe normalement à l'autre entreprise ou à une autre partie au contrat ;*

*4° d'exclure ou limiter de façon inappropriée les droits légaux d'une partie, en cas de non-exécution totale ou partielle ou d'exécution défectueuse par l'autre entreprise d'une de ses obligations contractuelles ;*

*5° sans préjudice de l'article 1184 du Code civil, d'engager les parties sans spécification d'un délai raisonnable de résiliation ;*

*6° de libérer l'entreprise de sa responsabilité du fait de son dol, de sa faute grave ou de celle de ses préposés ou, sauf en cas de force majeure, du fait de toute inexécution des engagements essentiels qui font l'objet du contrat ;*

*7° de limiter les moyens de preuve que l'autre partie peut utiliser ;*

*8° de fixer des montants de dommages et intérêts réclamés en cas d'inexécution ou de retard dans l'exécution des obligations de l'autre partie qui dépassent manifestement l'étendue du préjudice susceptible d'être subi par l'entreprise.*

*Art. VI.91/6. Toute clause abusive est interdite et nulle. Le contrat reste contraignant pour les parties s'il peut subsister sans les clauses abusives.*

Le législateur a donc choisi de soumettre les contrats conclus entre entreprises à une série de nouvelles normes ouvertes, qui limitent la liberté d'entreprendre et de contracter. Désormais, les clauses contractuelles sont abusives et nulles non seulement dans les contrats de consommation, mais aussi dans les contrats commerciaux si elles créent un déséquilibre manifeste entre les droits et les obligations des parties.

*Loi sur l'emploi des langues*

35. Les lois linguistiques en matière administrative s'appliquent aux contrats types utilisés par Elia.

## **4.2. Analyse de la proposition de modification des T&C BSP aFRR du 4 juillet 2023**

### **4.2.1. Remarques générales préalables**

36. Cette analyse est réalisée dans le même ordre que celui suivi par Elia dans sa proposition de modification des T&C BSP aFRR.

37. Seules les modifications proposées avec lesquelles la CREG n'est pas d'accord, de même que les remarques des acteurs du marché, les réponses qui y ont été données ou la suite qui leur a été réservée par Elia, avec lesquelles la CREG n'est pas d'accord, sont traitées dans la présente décision.

38. La CREG rappelle à Elia les observations qu'elle a formulées dans des décisions antérieures et auxquelles Elia n'a pas encore apporté de réponse adéquate. La CREG demande à Elia de répondre à ces commentaires par une prochaine modification des T&C BSP aFRR.

Dans le cadre de la décision (B)2210 du 21 avril 2021, Elia, dans sa réponse aux remarques concernant:

- les enchères de capacité, s'est engagée à surveiller le comportement des acteurs du marché dans la composition de leurs offres lors des enchères de capacité et à analyser dans quelle mesure un comportement inapproprié nécessite une révision du *design* proposé ;dans sa réponse aux remarques sur les caractéristiques des offres d'énergie, s'est engagée à analyser (i) le caractère combinable des points de fourniture DPsu avec d'autres points de fourniture pour la fourniture du service aFRR, (ii) le caractère combinable de la fourniture de plusieurs services d'équilibrage avec le même point de fourniture DPpg et (iii) le caractère combinable de plusieurs offres pour le même point de fourniture ;
- les situations pouvant donner lieu à des gradients élevés de la puissance requise par Elia en cas de modification de 15 minutes, s'est engagée à analyser leur impact sur les pénalités pour le BSP ;
- la performance de la normalisation dans le calcul du facteur de qualité de la baseline, s'est engagée à l'analyser après une première expérience de son application ;
- le système de pénalités, s'est engagée à l'analyser pour tous les produits d'équilibrage (FCR, aFRR et mFRR).

Dans la décision 2366 du 24 mars 2022, la CREG demande à Elia :

- au paragraphe 77, d'aligner les définitions utilisées dans les T&C BSP aFRR sur celles utilisées dans la réglementation européenne ;
- au paragraphe 79, de justifier pourquoi chaque point de fourniture disposant d'un réservoir d'énergie limité doit être inclus dans une stratégie de gestion de l'énergie, et pas seulement les points de fourniture qui se préqualifient ;
- au paragraphe 88, de fournir un reporting à la CREG qui permette de suivre l'impact du choix d'Elia de ne pas automatiser l'indisponibilité des offres d'énergie d'équilibrage aFRR suite à l'activation d'offres de redispatching par Elia, dans la mesure du possible, pour les BSP. Par exemple, les unités ou groupes fournissant des réserves qui soumettent à la fois des offres d'énergie d'équilibrage et des offres de redispatching sont facilement identifiables par Elia.
- aux paragraphes 89 à 91, de faire rapport à la CREG de l'utilisation de l'article II.11.10 des T&C BSP aFRR. Ce faisant, la CREG demande à Elia comment elle vérifiera le respect des conditions à l'article II.11.10. La preuve de cette vérification doit être jointe au rapport. Le rapport doit également évaluer l'impact sur le marché.
- au paragraphe 101, de déterminer avec plus de précision le volume d'offres aFRR indisponibles en raison de congestions internes, dans le but de minimiser les volumes d'offres aFRR indisponibles de manière injustifiée et de maximiser la liquidité du marché.
- au paragraphe 102, de surveiller et d'analyser l'impact du calcul de la rémunération pour l'activation d'offres d'énergie d'équilibrage aFRR à des fins autres que l'équilibrage sur le comportement des BSP en matière d'offres.

- au paragraphe 103, de surveiller et d'analyser l'impact du calcul de la pénalité croisée pour l'activation incorrecte d'offres d'énergie d'équilibrage aFRR à des fins d'équilibrage et à des fins autres que l'équilibrage, sur le comportement des BSP en matière d'offres.
- au paragraphe 109, de justifier pourquoi des unités ou groupes fournissant des réserves constitués de points de fourniture non DP<sub>su</sub> qui ne sont pas liés sur le plan opérationnel ne peuvent pas participer au marché de l'équilibrage aFRR. La CREG demande également à Elia de justifier pourquoi les groupes ou unités fournissant des réserves, composés d'une combinaison d'unités DP<sub>su</sub> et DP<sub>pg</sub>, ne sont pas autorisés sur le marché d'équilibrage aFRR.
- au paragraphe 110, de faire exécuter automatiquement par Elia le couplage d'offres d'énergie d'équilibrage dans différentes directions et fournies par les mêmes unités ou groupes fournissant des réserves.
- au paragraphe 111, d'étendre à plusieurs offres d'énergie d'équilibrage le couplage d'offres d'énergie d'équilibrage dans différentes directions et fournies par les mêmes unités ou groupes fournissant des réserves.
- Au paragraphe 115, de déterminer les pénalités par trimestre au lieu de par mois.

#### **4.2.2. Article 2 : plan de mise en œuvre**

39. Elia suggère que les modifications proposées entrent en vigueur au plus tôt deux semaines après l'approbation de la CREG, et au plus tôt le 13 septembre 2023. Concernant l'absence d'une date d'entrée en vigueur exacte, Elia invoque l'incertitude quant à l'achèvement du développement des systèmes informatiques nécessaires chez Elia. Elia s'engage à ce que la date exacte d'entrée en vigueur des modifications proposées soit déterminée après concertation avec la CREG et publiée au moins 2 semaines avant cette entrée en vigueur.

40. En prenant comme objectif la date proposée du 13 septembre 2023 et en tenant compte du délai de deux semaines pour informer le marché, la CREG demande à Elia de l'informer au plus tard quelques jours ouvrables avant le 30 août 2023 de l'état d'avancement de l'achèvement et du développement nécessaire des systèmes informatiques chez Elia. La CREG n'a pas d'autres remarques sur cette modification.

#### **4.2.3. Article II.1 : Définitions**

41. Elia propose de remplacer les références au règlement technique fédéral par des références au code de bonne conduite électricité de la CREG. Elia suggère également d'ajouter la définition de *TCO Degradation Cap Factor*. Ce *TCO Degradation Cap Factor* a pour effet de pouvoir adapter le plafond de coût relatif à l'avenir, sur la base de l'expérience acquise, sans qu'il soit nécessaire de modifier les T&C BSP aFRR.

42. La CREG n'a pas de remarques à formuler au sujet de ces modifications.

#### **4.2.4. Article II.9 : Achat de capacité aFRR**

43. Elia propose que la CREG puisse adapter le plafond de coût relatif si cela s'avère bénéfique pour atteindre les objectifs des articles 3(1)(a) et 3(1)(b) de l'EBGL.

44. Les articles de l'EBGL mentionnés par Elia exigent de la concurrence (article 3(1)(a)) et un équilibrage efficace (article 3(1)(b)). Etant donné que le plafond de coût relatif conduit à des offres de capacité d'équilibrage aFRR paradoxalement rejetées dans l'enchère « par CCTU », ce plafond de coût relatif doit être évalué périodiquement par la CREG. La modification proposée par Elia permet d'agir rapidement pour limiter autant que possible l'impact d'une éventuelle restriction de la concurrence ou d'une éventuelle inefficacité de l'équilibrage due à ce plafond de coût relatif.

45. Dans la réponse d'Elia aux réactions de CBS et de BSTOR, Elia s'engage également à publier l'impact du plafond de coût relatif, à l'analyser et à discuter de ses conclusions avec le marché.

46. La CREG n'a pas de remarques à formuler au sujet de ces modifications.

#### **4.2.5. Annexe 7 : Enchères de capacités**

47. Elia propose d'ajouter une étape dans la procédure d'attribution des offres de capacité d'équilibrage aFRR. Juste avant l'attribution des offres de capacité d'équilibrage aFRR (dernière étape de la procédure d'attribution), Elia propose d'appliquer un plafond de coût relatif. Ce plafond de coût est déterminé en multipliant par un pourcentage le coût minimal de constitution d'une capacité d'équilibrage aFRR, tel que calculé dans la deuxième étape de la procédure d'attribution. Cela garantit que l'augmentation des coûts résultant de la mise en œuvre des troisième et quatrième étapes de la procédure d'attribution ne peut jamais dépasser ce pourcentage. Si, sur la base des résultats de la quatrième étape de la procédure d'attribution, le coût de constitution d'une capacité d'équilibrage aFRR dépasse ce plafond de coût relatif, les volumes sélectionnés d'offres de capacité d'équilibrage aFRR dans l'enchère « par CCTU » seront progressivement réduits jusqu'à ce que le coût tombe en dessous de ce plafond de coût relatif. Cette réduction respecte le principe du *merit order*.

48. La CREG n'a pas de remarques à formuler au sujet de ces modifications. La CREG constate néanmoins que la dernière étape de la procédure d'attribution est encore appelée « étape 5 », alors qu'elle devrait être intitulée « étape 6 », compte tenu de l'ajout d'une étape supplémentaire à la suite de la modification décrite au paragraphe 47. La CREG demande à Elia de corriger cette erreur avant de publier les T&C BSP aFRR modifiés.

## 5. DÉCISION

En application des articles 5.4 (c) et 6.3 du règlement (UE) 2017/2195 de la Commission du 23 novembre 2017 établissant les lignes directrices sur l'équilibrage du système électrique, la CREG approuve la proposition de la SA Elia Transmission Belgium de modification des conditions et modalités du fournisseur de services d'équilibrage pour les aFRR, soumise le 4 juillet 2023.

La CREG demande à Elia de tenir compte des remarques formulées aux paragraphes 38, 40 et 48 de la présente décision, dans sa prochaine proposition de modification des T&C BSP aFRR.

La date d'implémentation des conditions modifiées approuvées du contrat BSP pour aFRR entre en vigueur conformément au plan d'implémentation proposé par Elia, visé au paragraphe 39 de la présente décision.

///

Pour la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz :

Andreas TIREZ  
Directeur

Laurent JACQUET  
Directeur

Koen LOCQUET  
Président f.f. du Comité de direction



# **ANNEXE 1**

## **Proposition de modification des T&C BSP aFRR**

Version française et néerlandaise – 4 juillet 2023

## **ANNEXE 2**

### **Version consolidée des T&C BSP aFRR modifiés**

Version française, néerlandaise et anglaise – 4 juillet 2023

## **ANNEXE 3**

### **Rapport de consultation y compris tous les commentaires individuels**

Version anglaise – 4 juillet 2023